

III.II Sanctions

Les champs marqués d'un * doivent être remplis avant que le formulaire puisse être soumis au niveau suivant.

III. Application du RBUE - contexte et mise en œuvre

III.II Sanctions (réf. Article 19 du règlement Bois)

L'application du règlement Bois exige des États membres qu'ils mettent en place des mesures nationales fournissant un cadre solide pour pouvoir prendre des mesures d'application efficaces, dissuasives et proportionnées et sanctionner les différents responsables (opérateurs, commerçants et organismes de contrôle) pour les infractions au règlement. Les informations sur les cadres juridiques utilisés, l'éventail des sanctions nationales potentielles et leurs niveaux les plus élevés fournissent des informations précieuses pour évaluer la cohérence des mesures d'application potentielles dans l'ensemble de l'UE. Cette section est structurée en fonction des obligations des responsables en vertu du règlement Bois (interdiction pour les opérateurs de mettre sur le marché du bois d'origine illégale ; obligations de diligence raisonnable et de déclaration pour les opérateurs et les organismes de contrôle ; traçabilité pour les négociants et obligation de déclaration pour les organismes de contrôle) et des dispositions relatives aux sanctions qui sont applicables aux infractions à chaque obligation.

1 Veuillez préciser pour quelles infractions des **sanctions** (réf. Article 19 du RBUE) sont appliquées dans votre pays :

	Amendes administratives en cas d'infractions à :	Amendes pénales en cas d'infractions à :	Saisie de bois ou de produits dérivés du bois à titre de sanction en cas d'infraction à :	Suspension de l'autorisation d'exercer une activité commerciale à titre de sanction en cas d'infraction à :	Emprisonnement en cas d'infraction à :	Autres sanctions en cas d'infractions à :
* Interdiction (opérateurs)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
* Obligation de diligence raisonnable (opérateurs et organismes de contrôle)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
* Obligation de traçabilité (opérateurs/commerçants)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
* Obligation de déclaration (organismes de contrôle)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

* 2 La même législation s'applique-t-elle aux infractions relatives au bois issu du marché intérieur et au bois importé ?
 Oui Non

* 3 Quelle est la législation qui prévoit des **sanctions** en cas d'infraction au règlement Bois ?
 Veuillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Législation spécifique au règlement Bois
- Législation forestière (gestion forestière)
- Code des sanctions administratives
- Code pénal
- Autre

6 Veuillez fournir le(s) nom(s) et les numéros d'articles pertinents de la législation susmentionnée :

Loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs, Art. 17& 18.

Sanctions en cas de violation de l'interdiction

Amendes administratives en cas de violation de l'interdiction

* 7 L'amende est exprimée comme suit :

valeur monétaire spécifique

* 8 Quelle est l'amende maximale en euros ? (Veuillez convertir en EUR si la devise de l'État membre est différente) Veuillez saisir un nombre entier. Si le délai n'est pas déterminé, utilisez *non fixé*. Exemples 45000 pour 45 000,00 EUR ; **non fixé** si non déterminé.

1600000

* 10 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veuillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Police
- Tribunal
- Agence d'imposition des amendes
- Autre

Amendes pénales en cas de violation de l'interdiction

* 12 L'amende est exprimée comme suit :

valeur monétaire spécifique

* 13 Quelle est l'amende maximale en euros ? (Veuillez convertir en EUR si la devise de l'État membre est différente) Veuillez saisir un nombre entier. Si le délai n'est pas déterminé, utilisez *non fixé*. Exemples 45000 pour 45 000,00 EUR ; **non fixé** si non déterminé.

32000000

* 15 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veuillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Police
- Tribunal
- Agence d'imposition des amendes
- Autre

Saisie de bois ou de produits dérivés du bois à titre de sanction en cas de violation de l'interdiction

* 17 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Procureur
- Police
- Tribunal
- Agence d'imposition des saisies
- Autre

* 19 Quelle(s) autorité(s) est/sont responsable(s) de l'élimination du bois/produits dérivés confisqués ?

- Autorité(s) compétente(s)
- Douanes
- Police
- Tribunal
- Autre

Suspension de l'autorisation d'exercer une activité commerciale à titre de sanction en cas de violation de l'interdiction

* 21 Pendant combien de temps la suspension de l'autorisation de commercer peut-elle être imposée ?

Veillez saisir un nombre entier suivi d'une unité de temps sans espace. Utilisez soit *j* pour les jours, soit *a* pour les années, soit *m* pour les mois. Si le délai n'est pas déterminé, utilisez *non fixé*. Exemples : 45 j pour 45 jours ; 18 m pour 18 mois ; 5 a pour 5 ans ; non fixé si non déterminé.

non fixé

* 22 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Douanes
- Police
- Tribunal
- Inspection des entreprises
- Autre

Emprisonnement en cas de violation de l'interdiction

* 24 Quelle est la durée maximale de l'emprisonnement ?

Veillez saisir un nombre entier suivi d'une unité de temps sans espace. Utilisez soit *j* pour les jours, soit *a* pour les années, soit *m* pour les mois. Si le délai n'est pas déterminé, utilisez *non fixé*. Exemples : 45 j pour 45 jours ; 18 m pour 18 mois ; 5 a pour 5 ans ; non fixé si non déterminé.

36m

* 25 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Police
- Tribunal
- Autre

Autres sanctions en cas de violation de l'interdiction

27 Veuillez décrire la sanction :

voir les autres sanctions dans la Loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs, Art. 17, §§ 3 et 4.

28 Quel est le niveau maximal de cette sanction ?

voir l'art. 17, §§ 3 et 4.

29 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veuillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Police
- Tribunal
- Inspection des entreprises
- Autre

Sanctions en cas de violation de l'obligation de diligence raisonnable

Amendes administratives en cas de violation de l'obligation de diligence raisonnable

* 31 L'amende est exprimée comme suit :

valeur monétaire spécifique

* 32 Quelle est l'amende maximale en euros ? (Veuillez convertir en EUR si la devise de l'État membre est différente)

Veuillez saisir un nombre entier. Si le délai n'est pas déterminé, utilisez *non fixé*. Exemples 45000 pour 45 000,00 EUR ; **non fixé** si non déterminé.

1600000

* 34 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veuillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Police
- Tribunal
- Agence d'imposition des amendes
- Autre

Amendes pénales en cas de violation de l'obligation de diligence raisonnable

* 36 L'amende est exprimée comme suit :

valeur monétaire spécifique

* 37 Quelle est l'amende maximale en euros ? (Veuillez convertir en EUR si la devise de l'État membre est différente)

Veuillez saisir un nombre entier. Si le délai n'est pas déterminé, utilisez *non fixé*. Exemples 45000 pour 45 000,00 EUR ; **non fixé** si non déterminé.

32000000

* 39 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veuillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Police
- Tribunal
- Agence d'imposition des amendes
- Autre

Saisie de bois ou de produits dérivés du bois à titre de sanction en cas de violation de l'obligation de diligence raisonnable

* 41 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Procureur
- Police
- Tribunal
- Agence d'imposition des saisies
- Autre

* 43 Quelle(s) autorité(s) est/sont responsable(s) de l'élimination du bois/produits dérivés confisqués ?

- Autorité(s) compétente(s)
- Douanes
- Police
- Tribunal
- Autre

Suspension de l'autorisation d'exercer une activité commerciale à titre de sanction en cas de violation de l'obligation de diligence raisonnable

* 45 Pendant combien de temps la suspension de l'autorisation de commercer peut-elle être imposée ?

Veillez saisir un nombre entier suivi d'une unité de temps sans espace. Utilisez soit *j* pour les jours, soit *a* pour les années, soit *m* pour les mois. Si le délai n'est pas déterminé, utilisez *non fixé*. Exemples : 45 j pour 45 jours ; 18 m pour 18 mois ; 5 a pour 5 ans ; non fixé si non déterminé.

non fixé

* 46 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Douanes
- Police
- Tribunal
- Inspection des entreprises
- Autre

Emprisonnement en cas de violation de l'obligation de diligence raisonnable

* 48 Quelle est la durée **maximale** de l'emprisonnement ?

Veillez saisir un nombre entier suivi d'une unité de temps sans espace. Utilisez soit *j* pour les jours, soit *a* pour les années, soit *m* pour les mois. Si le délai n'est pas déterminé, utilisez *non fixé*. Exemples : 45 j pour 45 jours ; 18 m pour 18 mois ; 5 a pour 5 ans ; non fixé si non déterminé.

36m

* 49 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Police
- Tribunal
- Autre

Autres sanctions en cas de violation de l'obligation de diligence raisonnable

51 Veuillez décrire la sanction :

voir les autres sanctions dans la Loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs, Art. 17, §§ 3 et 4.

52 Quel est le niveau maximal de cette sanction ?

voir l'art. 17, §§ 3 et 4.

53 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veuillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Police
- Tribunal
- Inspection des entreprises
- Autre

Sanctions en cas de violation de l'obligation de traçabilité

Amendes administratives en cas de violation de l'obligation de traçabilité

* 55 L'amende est exprimée comme suit :

valeur monétaire spécifique

* 56 Quelle est l'amende maximale en euros ? (Veuillez convertir en EUR si la devise de l'État membre est différente)

Veuillez saisir un nombre entier. Si le délai n'est pas déterminé, utilisez *non fixé*. Exemples 45000 pour 45 000,00 EUR ; **non fixé** si non déterminé.

1600000

* 58 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veuillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Police
- Tribunal
- Agence d'imposition des amendes
- Autre

Amendes pénales en cas de violation de l'obligation de traçabilité

* 60 L'amende est exprimée comme suit :

valeur monétaire spécifique

* 61 Quelle est l'amende maximale en euros ? (Veuillez convertir en EUR si la devise de l'État membre est différente)

Veuillez saisir un nombre entier. Si le délai n'est pas déterminé, utilisez *non fixé*. Exemples 45000 pour 45 000,00 EUR ; **non fixé** si non déterminé.

32000000

* 63 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veuillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Police
- Tribunal
- Agence d'imposition des amendes
- Autre

Saisie de bois ou de produits dérivés du bois à titre de sanction en cas de violation de l'obligation de traçabilité

* 65 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Procureur
- Police
- Tribunal
- Agence d'imposition des saisies
- Autre

* 67 Quelle(s) autorité(s) est/sont responsable(s) de l'élimination du bois/produits dérivés confisqués ?

- Autorité(s) compétente(s)
- Douanes
- Police
- Tribunal
- Autre

Suspension de l'autorisation d'exercer une activité commerciale à titre de sanction en cas de violation de l'obligation de traçabilité

* 69 Pendant combien de temps la suspension de l'autorisation de commercer peut-elle être imposée ?

Veillez saisir un nombre entier suivi d'une unité de temps sans espace. Utilisez soit *j* pour les jours, soit *a* pour les années, soit *m* pour les mois. Si le délai n'est pas déterminé, utilisez *non fixé*. Exemples : **45 j** pour 45 jours ; **18 m** pour 18 mois ; **5 a** pour 5 ans ; **non fixé** si non déterminé.

non fixé

* 70 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Douanes
- Police
- Tribunal
- Inspection des entreprises
- Autre

Emprisonnement en cas de violation de l'obligation de traçabilité

* 72 Quelle est la durée maximale de l'emprisonnement ?

Veillez saisir un nombre entier suivi d'une unité de temps sans espace. Utilisez soit *j* pour les jours, soit *a* pour les années, soit *m* pour les mois. Si le délai n'est pas déterminé, utilisez *non fixé*. Exemples : **45 j** pour 45 jours ; **18 m** pour 18 mois ; **5 a** pour 5 ans ; **non fixé** si non déterminé.

36m

* 73 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Police
- Tribunal
- Autre

Autres sanctions en cas de violation de l'obligation de traçabilité

75 Veuillez décrire la sanction :

voir les autres sanctions dans la Loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs, Art. 17, §§ 3 et 4.

76 Quel est le niveau maximal de cette sanction ?

voir l'art. 17, §§ 3 et 4.

77 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veuillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Police
- Tribunal
- Inspection des entreprises
- Autre

Sanctions en cas de violation de l'obligation de déclaration (organismes de contrôle)

Autres sanctions en cas de violation de l'obligation de déclaration

95 Veuillez décrire la sanction :

96 Quel est le niveau maximal de cette sanction ?

97 Quelle autorité peut imposer cette sanction ?

Veuillez sélectionner toutes les réponses applicables.

- Autorité(s) compétente(s)
- Police
- Tribunal
- Inspection des entreprises
- Autre

Remarques

99 remarques :

Contact

ENV-DECLARE@ec.europa.eu